

CONFÉRENCE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



En Corse

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE



M. le Président de la CRESS Corsica, Pierre-Jean RUBINI

M. le Président de l'ADEC, Alexandre VINCIGUERRA

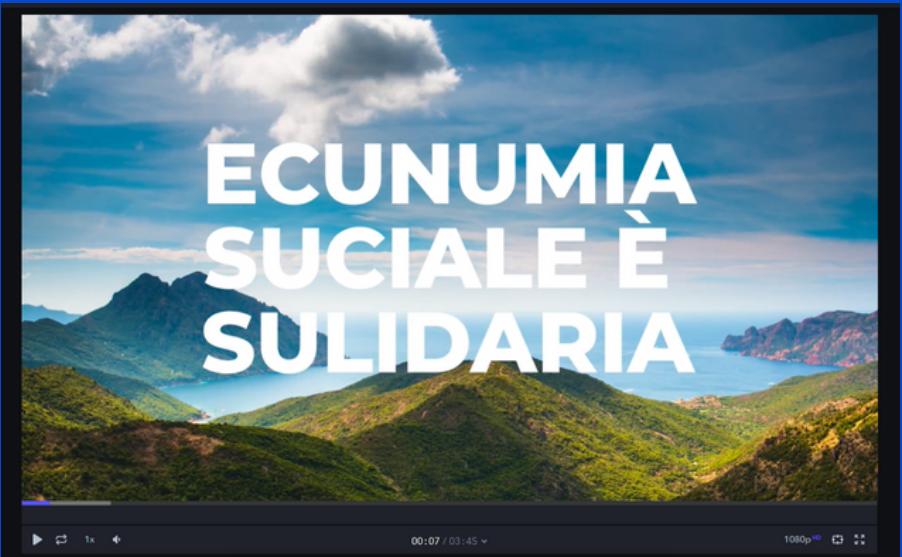
M. le Président du Conseil exécutif de Corse, Gilles SIMEONI

M. le Préfet de Corse, Amaury DE SAINT-QUENTIN

ÉTAT DES LIEUX DE L'ESS EN CORSE

DES INITIATIVES
INSPIRANTES

Film ESS



ÉTAT DES LIEUX DE L'ESS EN CORSE

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ESS EN CORSE

Hélène MAESTRACCI, Chargée d'affaires à l'observatoire économique « Corsica Statistica », ADEC



LES CHIFFRES CLÉS DE L'ESS EN CORSE

1 040 ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS

8 064 EMPLOIS SALARIÉS

6 890 ÉQUIVALENTS TEMPS PLEIN

10,7 % DE L'EMPLOI RÉGIONAL PRIVÉ

71 % DES EMPLOIS SONT FÉMININS

217 MILLIONS D'EUROS DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES ANNUELLES

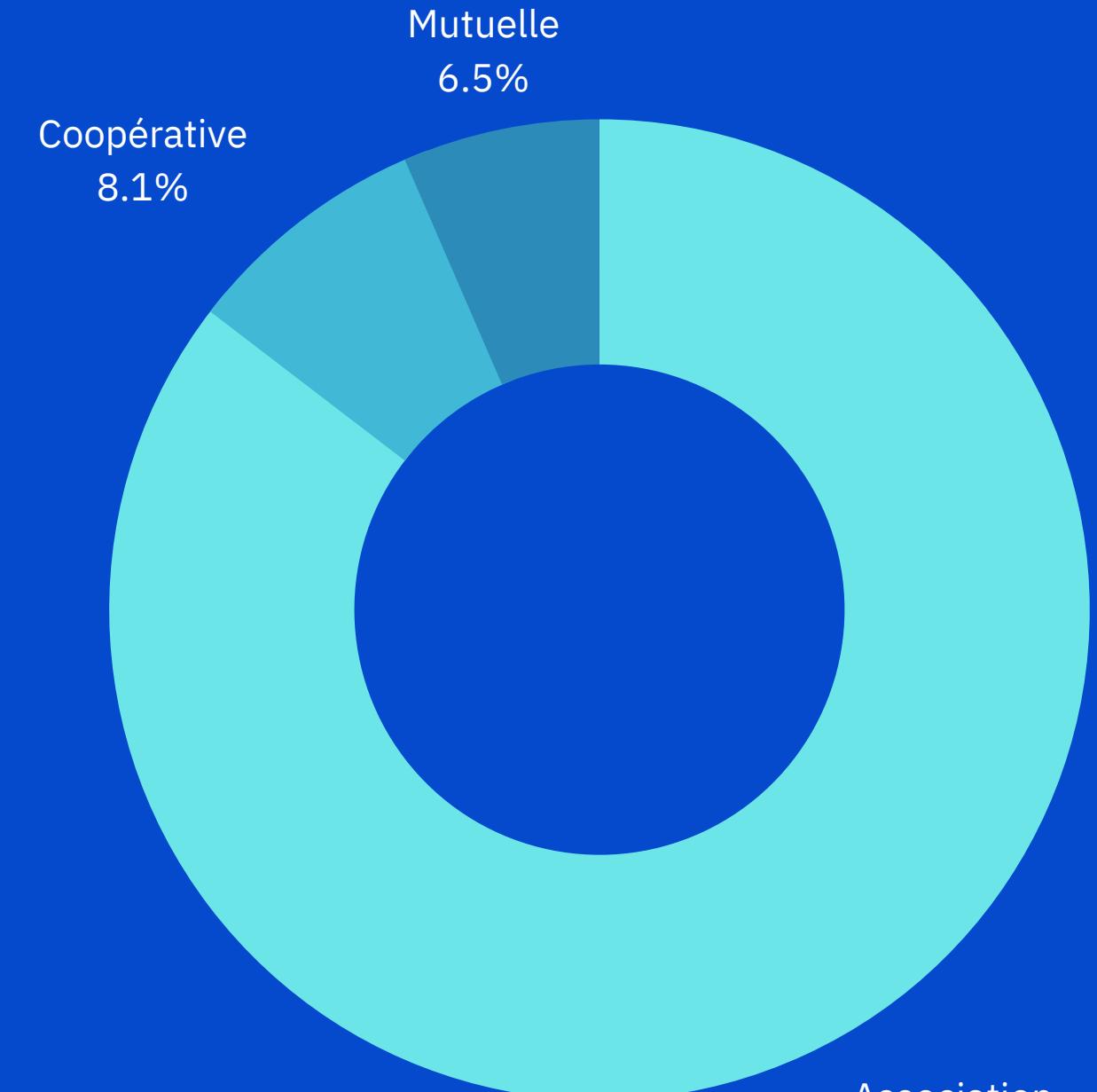
RÉPARTITION

Haute-Corse :

- 608 établissements
- 4 476 salariés
- 5,5 % de l'emploi du département

Corse-du-Sud :

- 432 établissements
- 3 588 salariés
- 4 % de l'emploi du département



68

MUTUELLES

569 salariés

84

COOPÉRATIVES

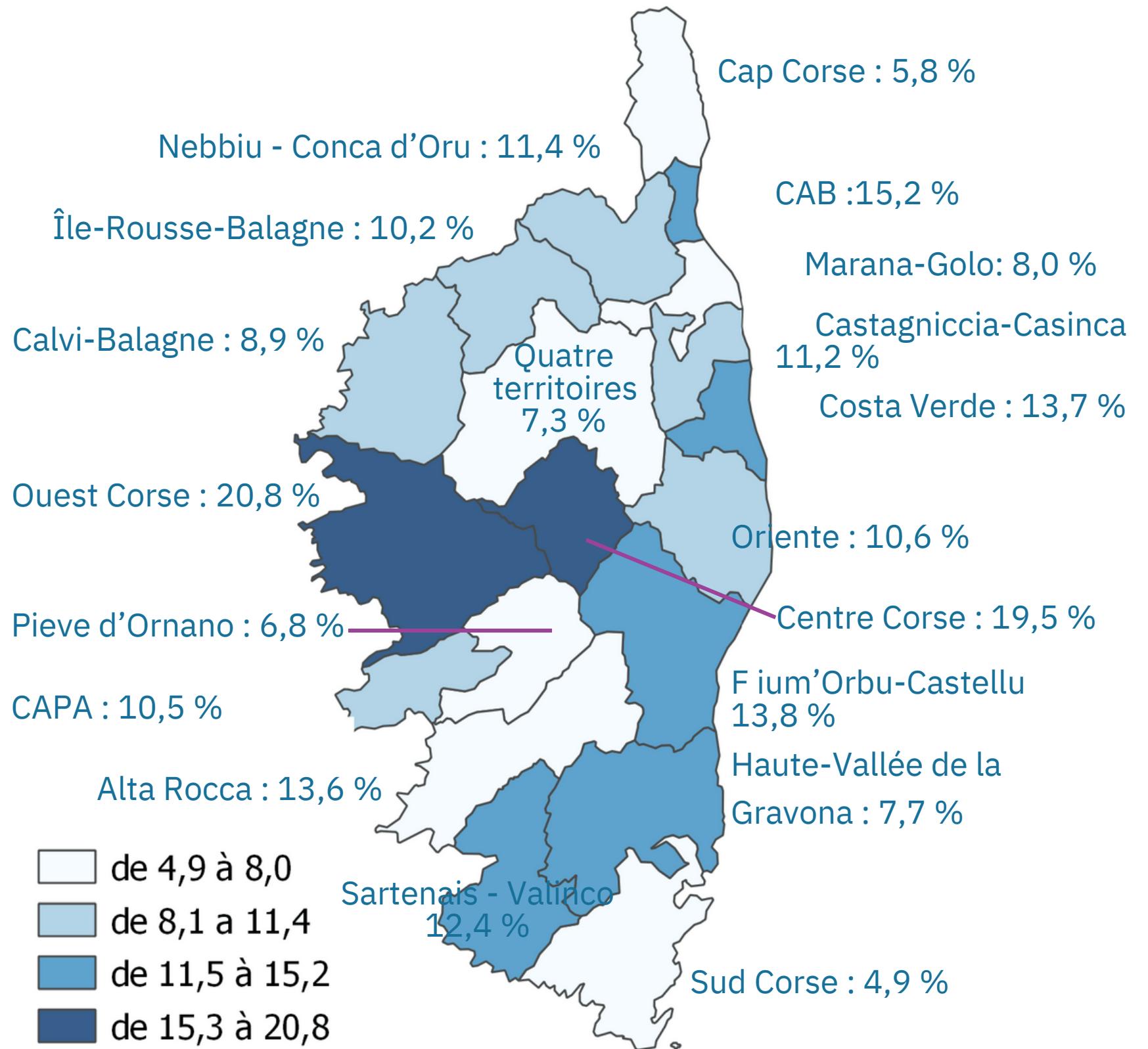
977 salariés

887

ASSOCIATIONS

6 517 salariés

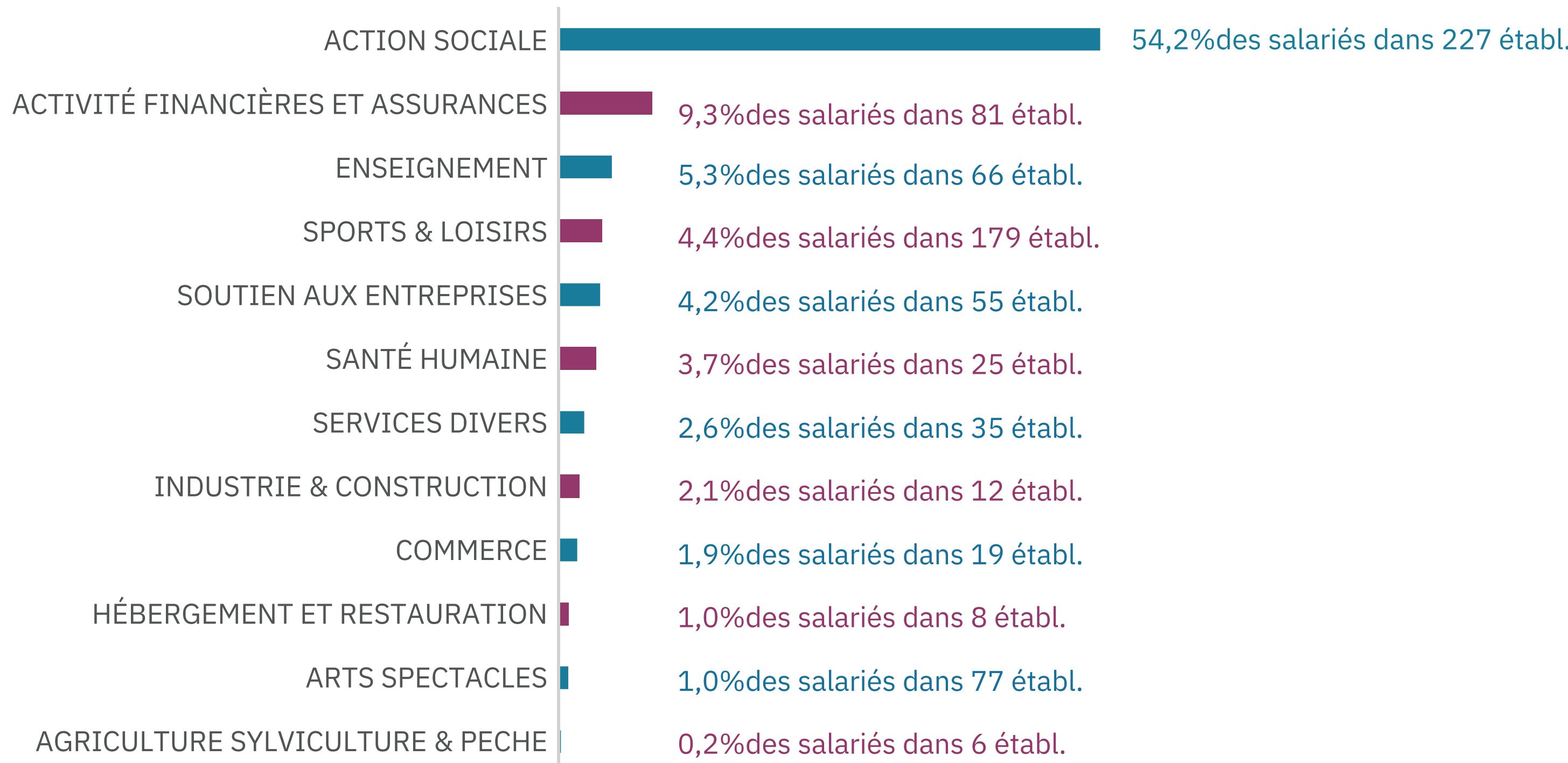
L'ESS UN LEVIER D'EMPLOI DANS LES TERRITOIRES



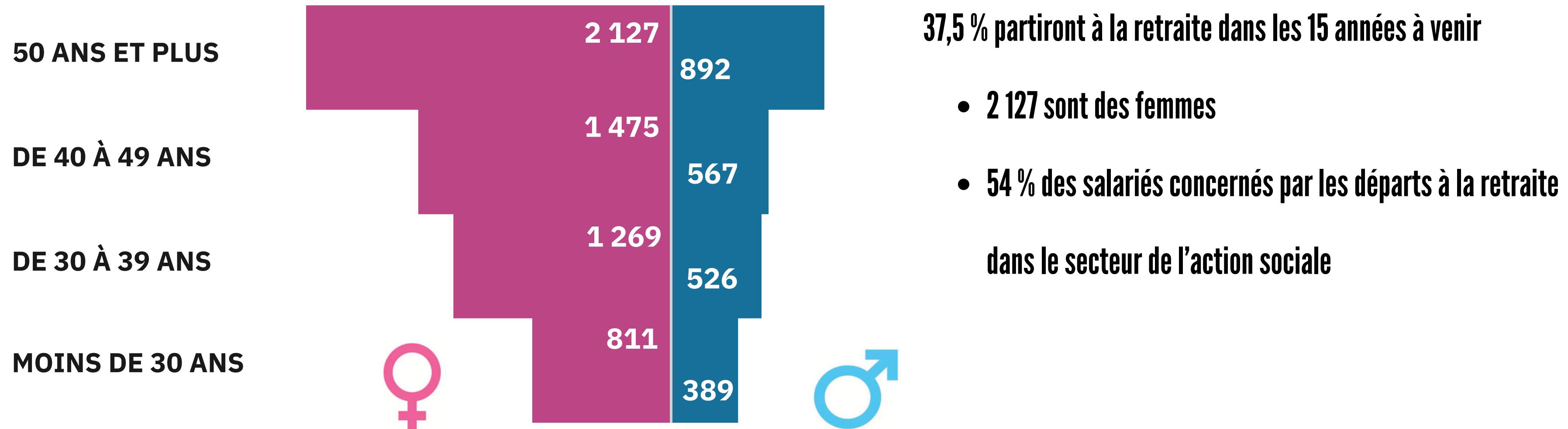
PART DE L'ESS DANS L'EMPLOI PRIVÉ EN CORSE

La part de l'ESS dans l'emploi privé oscille entre 4,9 % au sein de la communauté de communes du Sud Corse et 20,8 % en Ouest Corse

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE L'ESS



LES ÂGES DES SALARIÉS DE L'ESS



Les métiers les plus en tension avec plus de la moitié des effectifs qui partiront à la retraite sont :

- 70,9 % des médecins salariés
- 53,8 % des cadres de l'intervention socio-éducative
- 51,6 % des cadres des services administratifs et financiers

Retrouvez l'ensemble des publications sur l'ESS en Corse et dans ses territoires sur les sites de l'ADEC et de la CRESS Corsica

www.adec.corsica

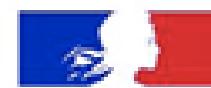
www.cress.corsica



ÉTAT DES LIEUX DE L'ESS EN CORSE

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ESS EN CORSE

Aude GENOVESE, Cheffe du Service statistiques, études, évaluation, veille économique et observations sociales de la DREETS de Corse



**PRÉFET
DE CORSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**

La stratégie en faveur du développement de l'ESS en Corse

Une politique territoriale

LA STRATÉGIE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESS EN CORSE

Florence BACCELLI, Direction Générale des Services, Mission Pilote ESS, Collectivité de Corse



L'ESS reconnue par l'Assemblée de Corse et inscrite dans ses documents de planification stratégique :

Un chemin ...

PADDUC (Assemblée de Corse – 2 octobre 2015)

Orientation stratégique n°8 :
« Développer l'économie sociale et solidaire, vecteur de cohésion sociale et territoriale, créatrice d'emplois non délocalisables »

SRDEII (Assemblée de Corse – 14 décembre 2016 révisé le 1 juillet 2022)

Intégration d'un volet ESS dans le SRDEII « Ecumenia 2030 »

CADRE DE RÉFÉRENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ESS EN CORSE
(Assemblée de Corse – 19 décembre 2019)

Outil de pilotage partagé avec des orientations stratégiques et des leviers d'action pour permettre un développement de l'ESS à tous les échelons.

... vers la mise en œuvre d'une stratégie territoriale de l'ESS ...

-  Une méthode de co-construction de la STESS : création de groupes de travail thématiques (clause-sociale économie circulaire, alimentation durable, mobilité durable et inclusive)
-  Une concertation CRESS/ADEC/Acteurs ESS & un co-pilotage des actions
-  Une gouvernance pour le pilotage et le suivi : copil ESS, la conférence de l'ESS
-  Un référentiel d'indicateurs pour mesurer l'impact social et évaluer les politiques publiques d'ESS

... qui ambitionne d'inscrire durablement l'ESS dans les politiques publiques et les actions ...

- Développement économique
- Commande publique responsable
- Aménagement du territoire et environnement
- Action sociale
- Sport, culture, tourisme (compétences partagées)
- Agriculture et alimentation durable
- Aménagement numérique
- Recherche, innovation, enseignement supérieur, apprentissage et formation professionnelle
- Transports
- Action extérieure et coopération européenne et internationale

....rendre visible l'ESS dans l'organigramme technique et politique

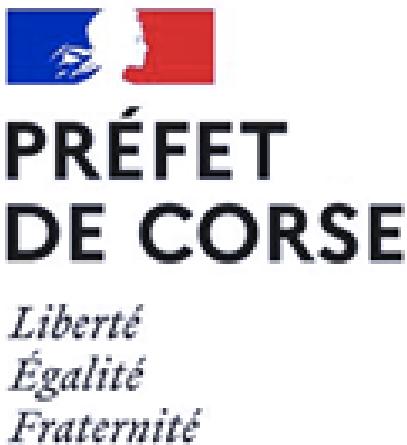


L'ESS est une politique transversale, elle concerne toutes les politiques publiques thématiques

Déclinaison régionale d'une politique nationale

LA STRATÉGIE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DE L'ESS EN CORSE

Isabel DE MOURA, Directrice Régionale de la DREETS de Corse



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



Feuille de route de la secrétaire d'etat/ministre

Aout 2022



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

3 axes principaux :

- Simplifier la vie des associations, pour leur permettre d'être plus agiles, plus réactives, et les soutenir par la valorisation de leur action, de leur expertise, de leurs métiers et la prise en compte de leur spécificité dans les politiques publiques.
- Accompagner le développement de l'économie sociale et solidaire par une évaluation des outils existants, la simplification et la modernisation de l'agrément ESUS et la sensibilisation des acteurs publics et privés.
- Faire rayonner les principes de l'économie sociale et solidaire, le bénévolat, et valoriser l'engagement des entreprises sous différentes formes (économie responsable, fondations, mécénat...)

Exemples d'application des axes de la feuille de route

1. ESUS: Agrément « Entreprises solidaire d'utilité sociale
2. DLA: Dispositif local d'accompagnement
3. IAE: Insertion par l'activité économique

Politique nationale de L'ESS : l'agrément « Entreprises solidaire d'utilité sociale

L'agrément ESUS permet aux entreprises sociales :

d'être reconnues officiellement comme entreprises sociales

Il peut ainsi faciliter l'obtention:

- de subventions publiques proposées par l'Etat, les collectivités ...
- de marchés publics comprenant des clauses sociales
- ou de partenariats avec d'autres acteurs de l'économie sociale et solidaire.

de bénéficier d'un accompagnement spécifique

- Il permet l'intégration à des réseaux d'entrepreneurs sociaux, de bénéficier de formations, d'échanges de bonnes pratiques, d'obtenir un accompagnement personnalisé notamment des conseils pour développer l'activité.

Politique nationale de L'ESS : l'agrément « Entreprises solidaire d'utilité sociale

En Corse, seules 20 entreprises ont un agrément en cours de validité.

L'agrément ESUS permet aux entreprises sociales :

- **d'accéder à des financements spécifiques**

Elles peuvent ainsi accéder à des financements solidaires, tels que les prêts d'honneur, les prêts participatifs, les fonds d'investissement solidaires, etc. (taux d'intérêt attractifs, conditions de remboursement souples).

- **d'obtenir des avantages fiscaux**

Elles peuvent bénéficier d'exonérations fiscales, notamment l'exonération de l'impôt sur les sociétés (IS) pendant les 5 premières années d'activité, de l'IS à taux réduit les années suivantes. Les donateurs bénéficient, eux, du crédit d'impôt de 60% sur les dons.

- **d'obtenir des avantages sociaux**

Elles peuvent accéder à des dispositifs d'aide et de soutien spécifiques pour leur développement, ainsi qu'à des partenariats avec les acteurs publics et privés engagés dans l'ESS

Politique nationale de L'ESS : l'agrément « Entreprises solidaire d'utilité sociale

Certaines entreprises dites « de plein droit » bénéficient de l'agrément via une procédure simplifiée

Ce sont celles qui réalisent des activités d'action sociale, médico-sociale, d'accompagnement socioprofessionnel ou d'intérêt général bénéficiant déjà d'une habilitation, d'un agrément ou d'une reconnaissance par les pouvoirs publics ou par la réglementation.

L'agrément n'est pas automatique même pour les entreprises de plein droit et de l'ESS.

Il faut remplir un formulaire de demande d'agrément Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS) et le retourner à la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), accompagné des pièces justificatives

La durée de validité d'un agrément ESUS est de 3 ans. Passé ce délai, l'entreprise doit le renouveler en prouvant qu'elle remplit toujours les critères d'éligibilité requis. Le renouvellement de l'agrément est soumis à une procédure similaire à celle de la demande initiale.

Exemple d'entreprises de plein droit:

- Structures d'insertion par l'activité économique ;
- Organisme d'insertion sociale relevant de l'article L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles ;
- Service de l'aide sociale à l'enfance ;
- Centre d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- Régie de quartier ;
- Entreprise adaptée ;
- Établissement ou service d'aide par le travail ;
- Association ou fondation, reconnue d'utilité publique et considérée comme recherchant une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 précitée ;
- Organisme agréé mentionné à l'article L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles ;
- Établissement ou service accompagnant et accueillant des enfants et des adultes handicapés parmi ceux mentionnés aux 2°, 3° et 7° du I de l'article L. 312-1 du même code.

DLA : Dispositif Local d'Accompagnement



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

Parmi les orientations de l'Etat figure le développement des activités du champ de l'économie sociale et solidaire et de l'innovation sociale, et en particulier de la mise en œuvre du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA) pour lequel il est financeur du « socle commun ».

Pour l'année 2022, l'Administration a contribué financièrement pour un montant d'environ 90 000€ (soit environ un quart du budget prévisionnel 2022 de l'action).

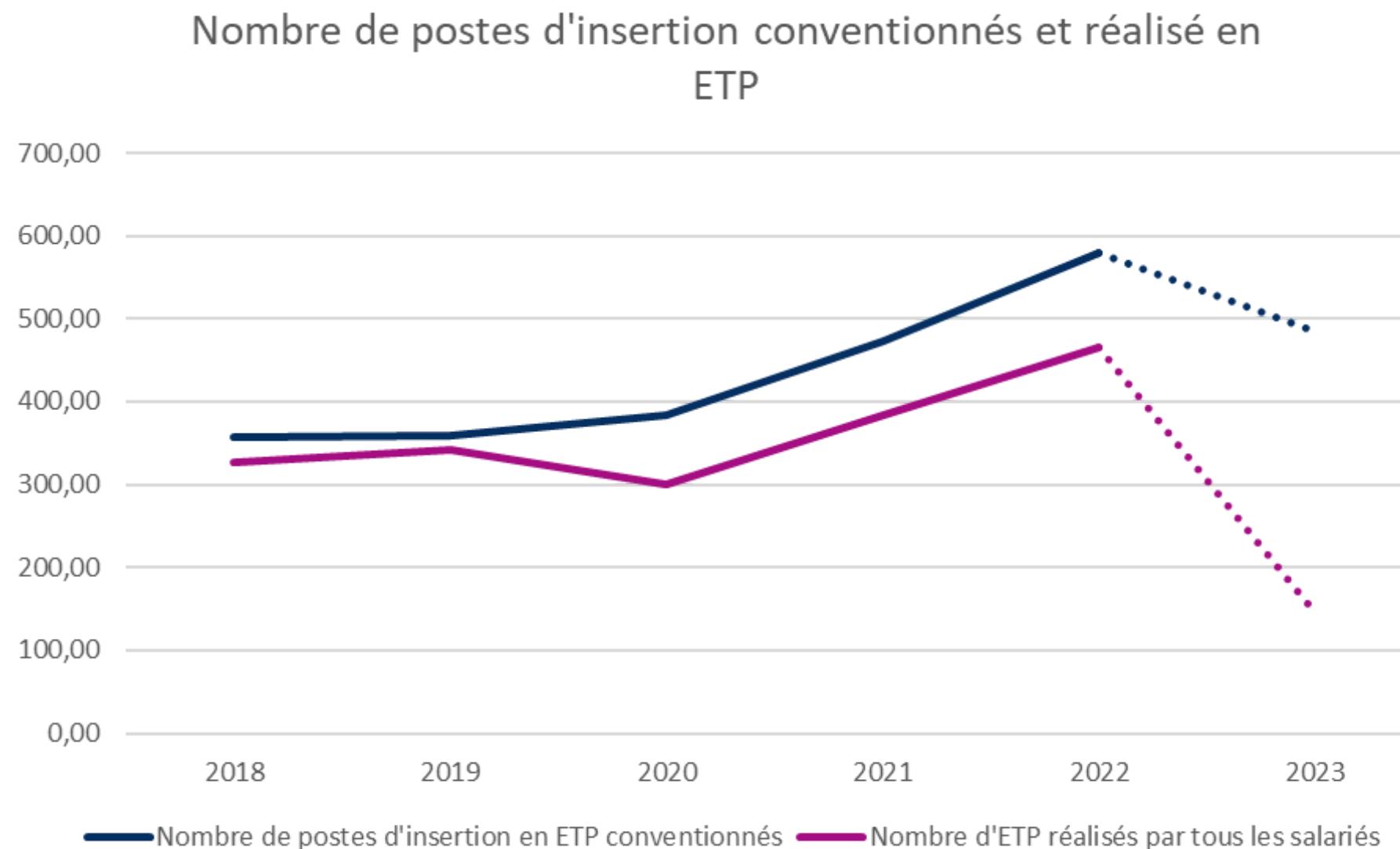
Objectifs du DLA : le renforcement du modèle économique de la structure accompagnée, au service de son projet et du développement du territoire.

- Appui à la création de nouvelles structures,
- Consolidation et développement des structures,
- Amélioration de la qualité de l'emploi.

En 2022, 25 structures ont été accompagnées individuellement et 38 collectivement.

IAE: L'insertion par l'activité économique

L'insertion par l'activité économique (IAE) permet aux personnes les plus éloignées de l'emploi, en raison de difficultés sociales et professionnelles particulières (âge, état de santé, précarité) de bénéficier d'un accompagnement renforcé qui doit faciliter leur insertion sociale et professionnelle par le biais de contrats de travail spécifiques. La loi 2020-1577 du 14 décembre 2020 prévoit un renforcement de l'insertion par l'activité économique.



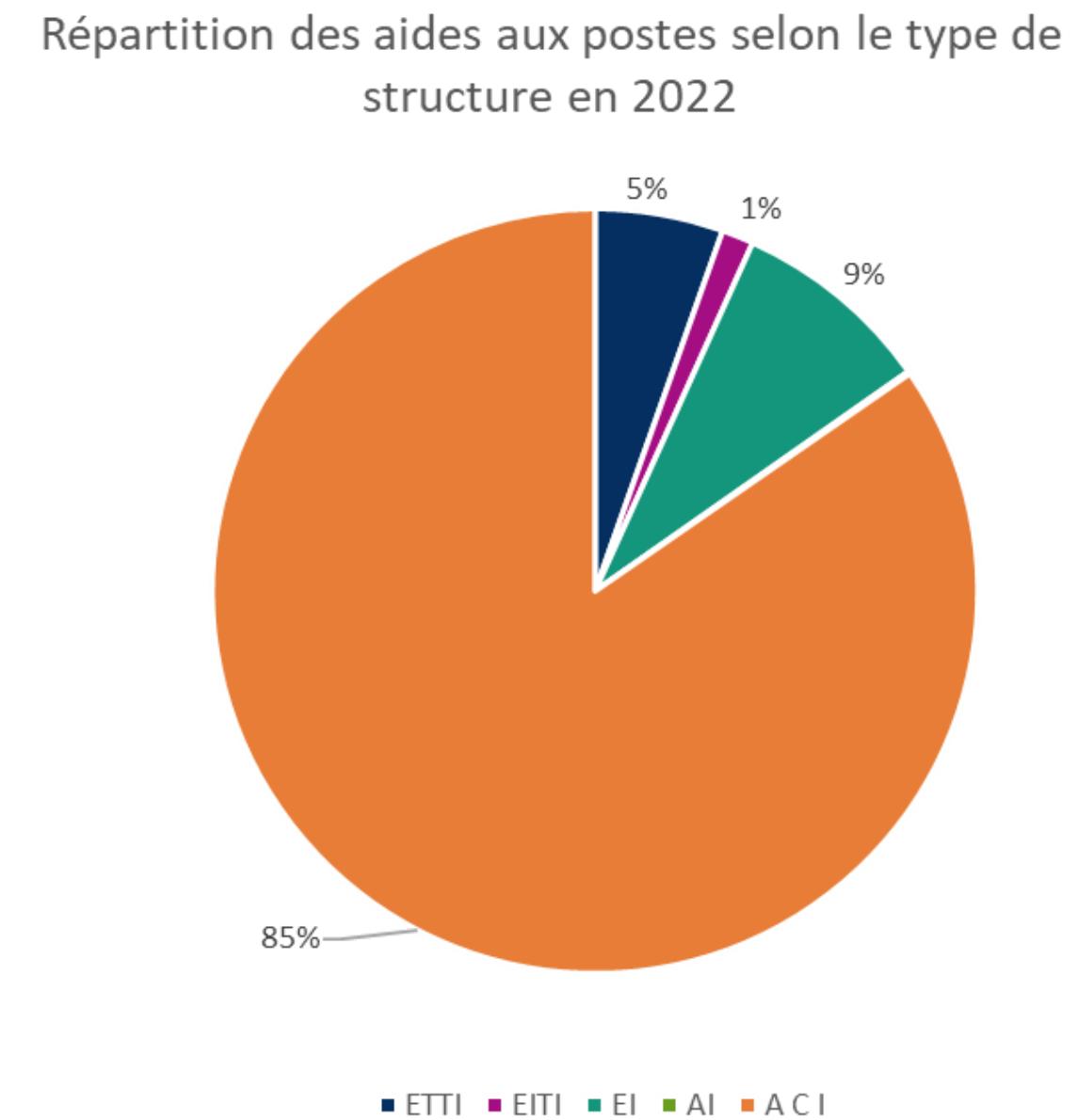
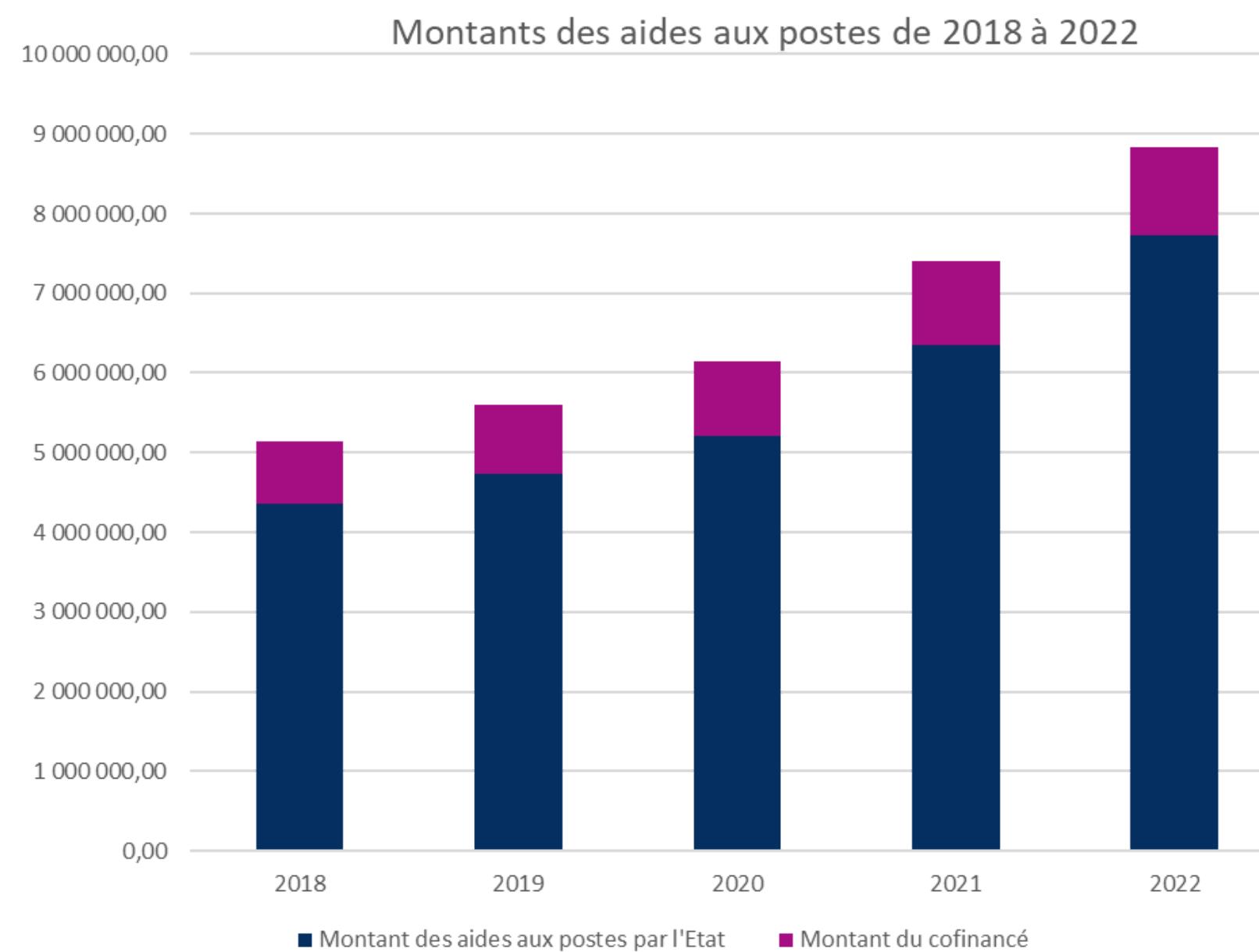
38 structures en 2023 contre 34 en 2018

- 20 ateliers et chantiers d'insertion
- 1 associations intermédiaires
- 8 entreprises d'insertion
- 2 entreprises d'insertion par le travail indépendant
- 7 entreprises de travail temporaire d'insertion

484 ETP conventionnés en 2023

Part de réalisation sur le conventionné qui passe de 91% en 2018 à 80% en 2022

IAE: L'insertion par l'activité économique



IAE: L'apport du Fonds de Développement de l'Inclusion



Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

Le fonds de développement de l'inclusion (FDI), mobilisé dans le cadre du plan France Relance, soutient les projets créateurs d'emplois inclusifs dans les SIAE.

Pour la région Corse, sur les années 2020 à 2022, le montant du FDI a été de **1 011 750 €** dont

- 891 750 € au titre du volet 1 : fonds pour de développement des structures d'insertion par l'activité économique ;
- 120 000 € au titre du volet 2 : fonds mobilité.

29 structures ont bénéficié du fonds de développement des structures d'insertion par l'activité économique.

Augmentation du nombre d'ETP réalisés passant de 300 en 2020 à 465 en 2022, soit une création de 165 ETP réalisés supplémentaires.

Témoignages d'acteurs de l'ESS



LES OUTILS À DESTINATION DES ESS

DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE FINANCEMENT

Jean-Christophe FILIDORI, Directeur de Corse Active Pour l'Initiative



CAPI : les entrepreneurs engagés

L'association CAPI est spécialisée dans l'accompagnement et le financement de cet entrepreneuriat engagé, axé sur le développement d'une économie plus solidaire, plus territoriale et plus respectueuse de son environnement.

CAPI : UN ACTEUR MAJEUR ET HISTORIQUE EN CORSE

+100 projets ESS accompagnés et financés

2 678 emplois créés ou maintenus

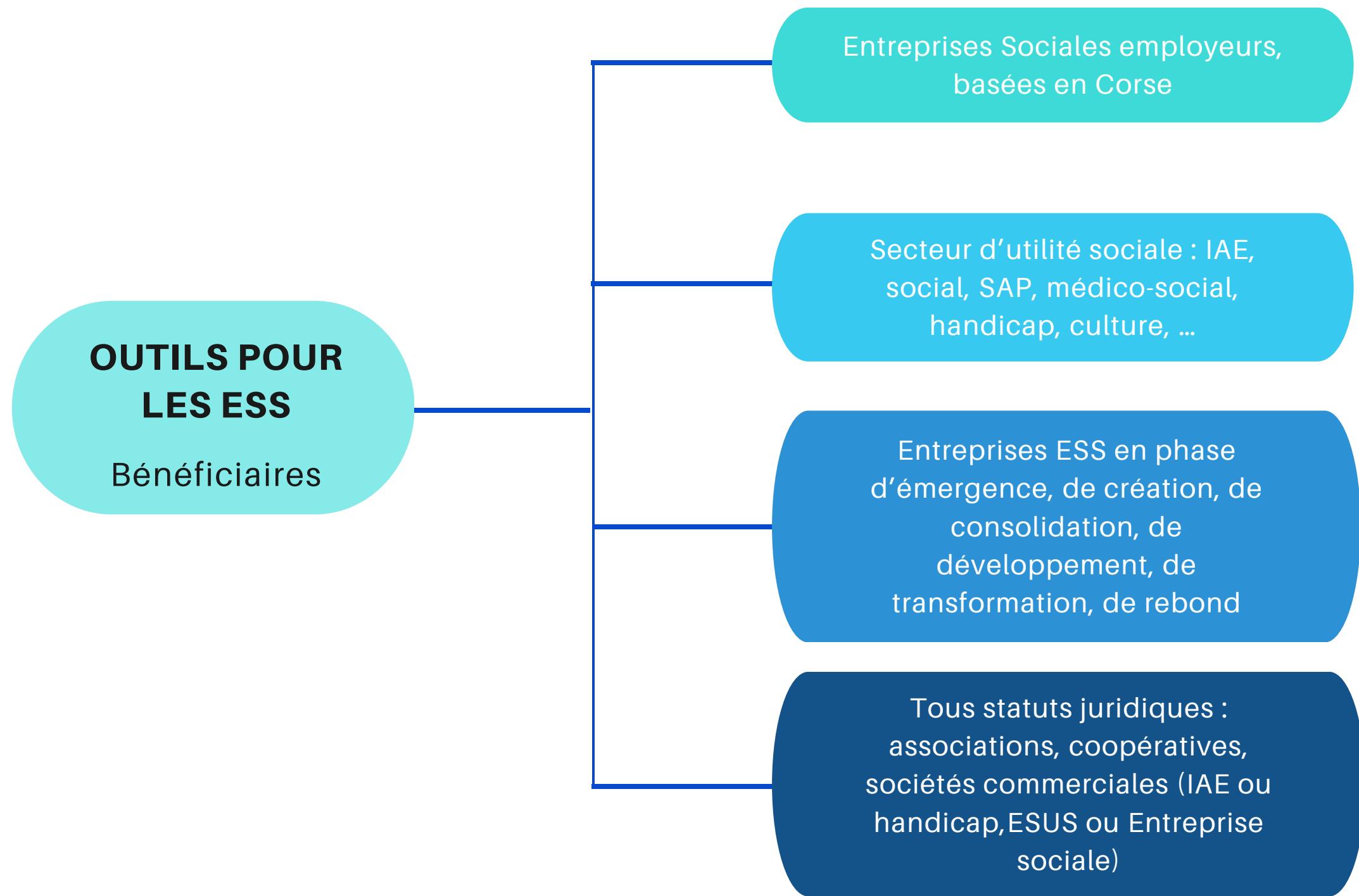
2 M€ de concours financiers mobilisés :

- 1,4 M€ de prêt
- 140 K€ de garantie
- 400 K€ d'ingénierie

Locaux : Bastia - Ajaccio + permanences en microrégions / 16 salariés



Des outils spécifiques pour l'ESS



Des outils spécifiques pour l'ESS / Volet Accompagnement



Fabrique à Initiatives

Phase Émergence

Objectif

Favoriser l'émergence de nouveaux projets d'ESS répondant aux besoins et attentes des territoires

Bénéficiaires

Collectivités, acteurs de l'ESS, acteurs économiques, apporteurs d'idées...

Exemples

Légumerie - CAPA, Légumerie - CAB, maison du vélo et de l'écomobilité - QPV Bastia...

Contact CAPI - FAI

Rose-Marie REBOUT



Accompagnement à la Création d'Entreprises Sociales et Solidaires

Phase de Crédit

Objectif

Favoriser la création de nouvelles Entreprises Sociales et Solidaires

Bénéficiaires

Porteurs de projet de création d'Entreprises Sociales et Solidaires (personnes physiques ou personnes morales venant d'être créées et n'ayant pas encore embauché)

Exemples

SIAE Solidarité Taravo, microcrèche I Chjuchini, magasin de producteurs BIO vente en circuits courts A Robba Paesana

Contact CAPI - ACCES

Rose-Marie REBOUT



Dispositif Local d'Accompagnement

Phase de Consolidation

Développement, Transformation, Rebond

Objectif

Favoriser la consolidation, le développement, la transformation et le rebond des entreprises ESS existantes

Bénéficiaires

Entreprises Sociales et Solidaires d'utilité sociale employeurs (y compris créant leur premier emploi)

Exemples

Fédération ADMR 2A / HAD de Corse - projet de création d'une recyclerie de matériel médical, I Chjassi Muntagnoli - projet de développement, ADAPEI 2A - projet de consolidation, Inter Bio Corse - projet de consolidation

Contact CAPI - DLA

Marie-Hélène SIMONPIETRI

Lena STEFANAGGI, Stéphane BACCHELLI

Des outils spécifiques pour l'ESS / Volet Financier

Prêts à Taux Zéro - CT

100 K€ max – 18 mois max – délégation locale

Prêts à Taux Zéro - MT

50 K€ max – 7 ans max avec différé 1 à 4 ans en fonction de la phase – délégation locale

Prêts Participatifs entre 2,5% et 4% - MT

1,5 M€ max – 7 ans max avec différé 1 à 4 ans en fonction de la phase – délégation locale 200 K€

Prêt Participatif entre 2,5 et 4% - LT

1,5 M€ max – 10 ans max avec différé 1 à 4 ans en fonction de la phase – délégation locale en cours de définition

Garanties d'emprunt bancaire

200 K€ max – jusqu'à 80% de l'emprunt

Objectif

Favoriser création, la consolidation, le développement, la transformation et le rebond des entreprises ESS

Bénéficiaires

Entreprises Sociales et Solidaires (tous statuts, toutes tailles, tous secteurs, tous besoins)

Exemples

CAP Solidaire, ADMR 2A, ADMR 2B, EPHAD A Zilia, EPHAD U Serenu, A Murza, ETI de la Corse, UMCS, Corse Mobilité Solidaire, Iniziativa, Visaltis, APIEU, Crèche de Saint Florent, crèche I Zicchini, Praticalangua Corti, Scola in Festa, l'Aria, Casa Musicale, Théâtre Alibi, Inter Bio Corse, PEFC, Casgiu Casanu, A Robba Paesana, Tisori Notsri...

Contact CAPI - FINES

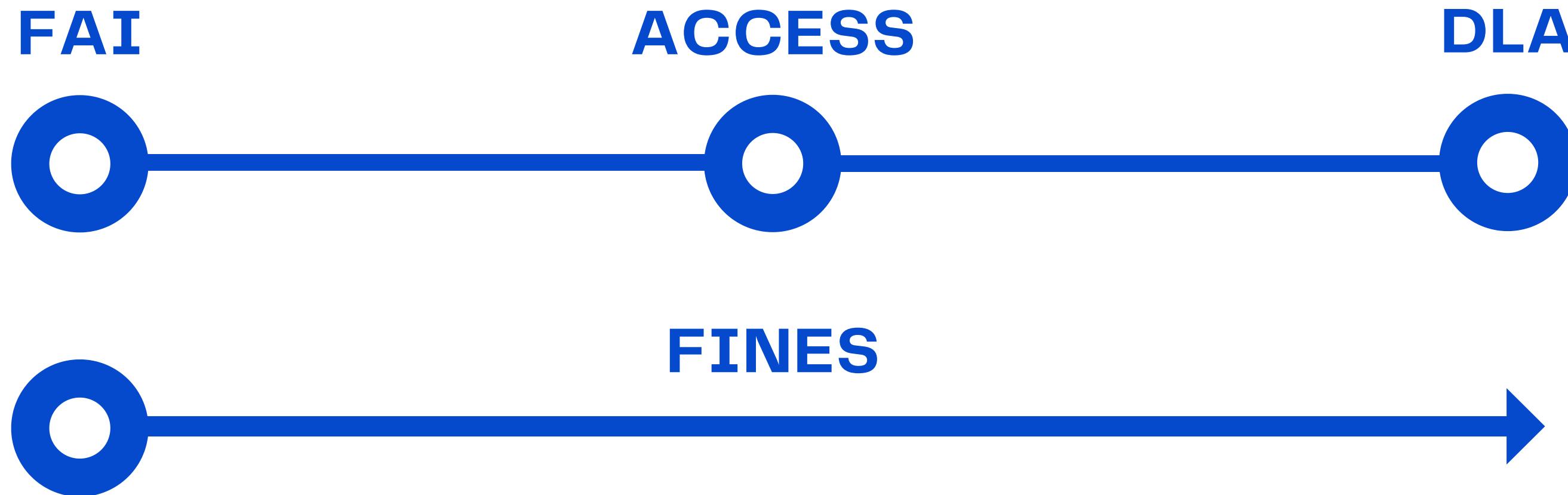
Marie-Hélène SIMONPIETRI

Lena STEFANAGGI

Stéphane BACCHELLI

Des outils complémentaires

Accompagnement Technique - Accompagnement Financier



2 entreprises sur 3 ont bénéficié d'un accompagnement technique en complément d'une intervention financière

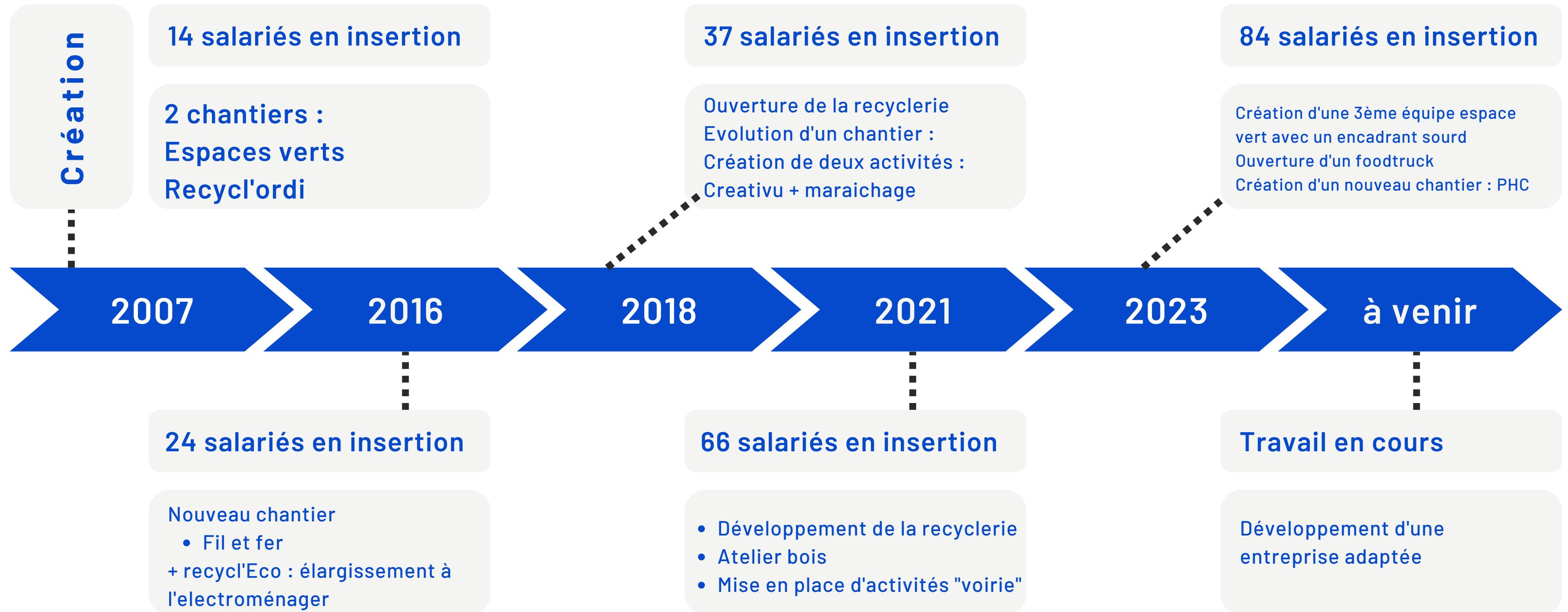
PARCOURS D'UN ACTEUR INSPIRANT

**DU CHANTIER D'INSERTION AU PROJET DE
LÉGUMERIE EN ENTREPRISE ADAPTÉE ...**

Jordane VERON, Directrice de l'association Iniziativa



de 14 salariés à 84 salariés en insertion



FOCUS 2022



20 salariés permanents



4 grands financeurs



133 salariés en transition



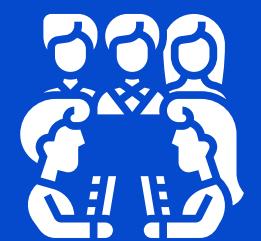
28 PMSMP



5 chantiers autour des espaces verts et du recyclage



2 619 heures Formation externe



78 bénéficiaires des minima sociaux
85% issus contrats de ville



69.77%
Taux d'insertion (2022)

À venir :

projet "légumerie"

2021

Genèse :

Réponse à un AMI de la CAPA :
ouverture d'une légumerie



2023

Réflexion :

- ouverture d'un nouveau chantier
- ou profiter de cette opportunité pour changer de modèle

2023 : lancement d'un DLA pour sécuriser le projet et accompagnement à la mise en œuvre

- juridique
- technique
- financier
- ...

*Objectif : répondre à un besoin du territoire

PARCOURS D'UN ACTEUR INSPIRANT

**DU CHANTIER D'INSERTION AU GEIQ EN
PASSANT PAR L'ETTI, DANS LE SECTEUR SOCIAL
ET MÉDICO-SOCIAL**

Gérald SIMON-JEAN, Directeur général de l'association CAP Solidaire

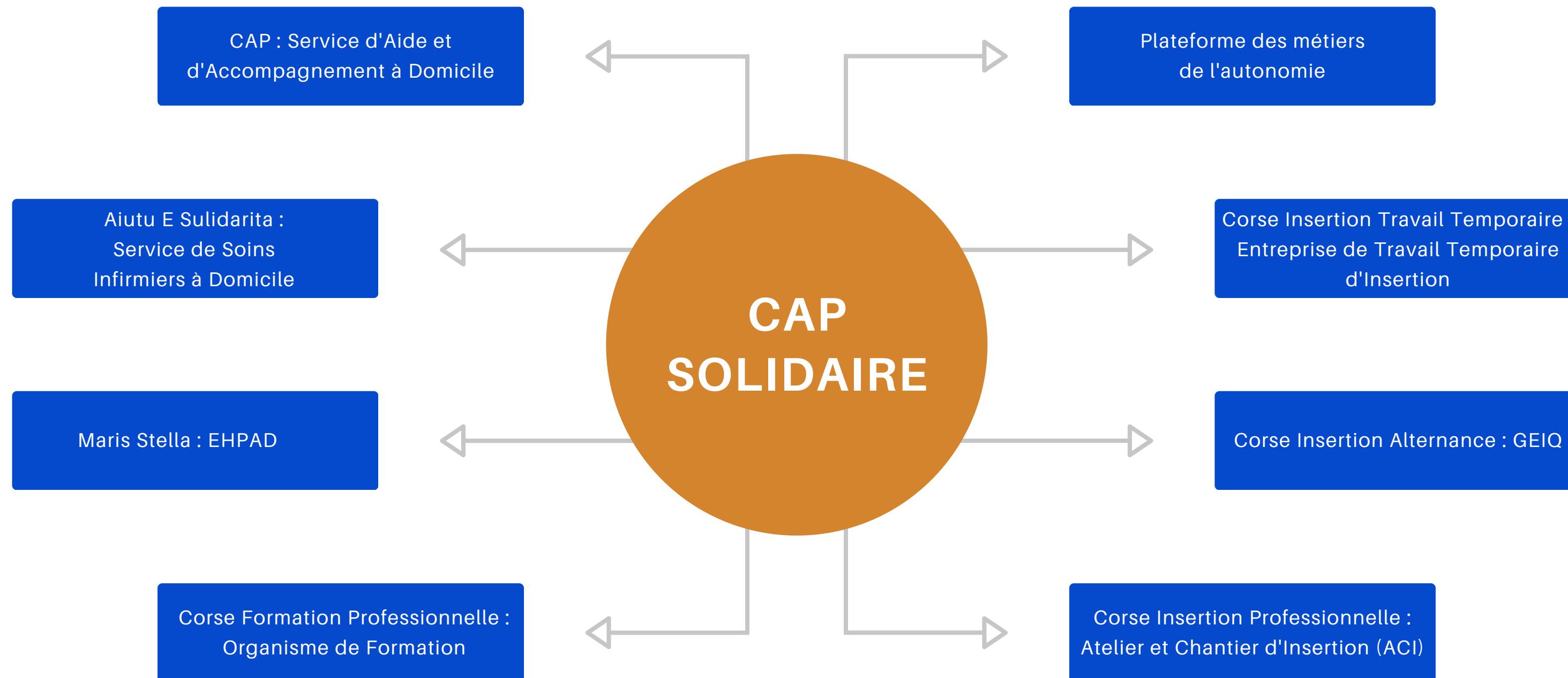
GROUPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE

CAP SOLIDAIRE

GROUPEMENT ECONOMIQUE ET SOLIDAIRE

CAP SOLIDAIRE

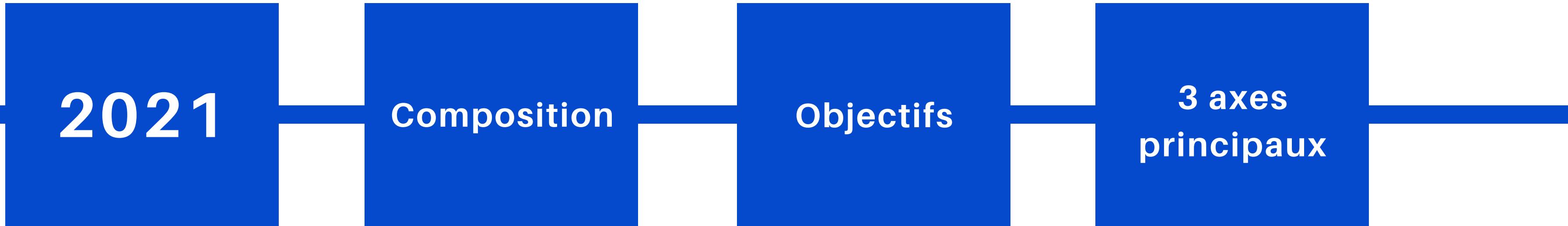
Groupement d'associations - champs de l'autonomie de la formation et l'insertion



A venir : Une résidence autonomie sur Corte (démarrage des travaux 2nd semestre 2023)

LA PLATEFORME DES MÉTIERS DE L'AUTONOMIE

Dispositif expérimental pour une durée de 3 ans



- AAP de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, CNSA "Plateforme des Métiers de l'Autonomie"

- Une équipe pluridisciplinaire : chargés d'insertion professionnelle, psychologue du travail, ...

- répondre à des enjeux nationaux en terme de recrutement de nouveaux talents dans les métiers du secteur médico-social
- répondent à différents axes en partenariat avec tous les acteurs du territoire

- Valoriser et promouvoir les métiers de l'autonomie
- Proposer des parcours d'orientation et de formation en permettant l'accès à l'emploi
- Proposer des actions favorisant le recrutement

Zone d'intervention : Corse

Lancement officiel : janvier 2022

CORSE INSERTION PROFESSIONNELLE

Atelier Chantier d'Insertion (ACI)

Objectif

Faciliter le retour vers l'emploi des personnes rencontrant des difficultés sociales en leur proposant :

- un emploi
- un accompagnement social et professionnel
- un encadrement
- des formations adaptées

Activités :

- service de nettoyage de locaux (collectivités, commerces, ..)
- débroussaillage
- entretien d'espace vert

2022



20 salariés (ETP)

2023



22 salariés (ETP)
3 encadrants techniques
1 Chargé d'Insertion
Professionnelle (CIP)

ENTREPRISE DE TRAVAIL TEMPORAIRE D'INSERTION GROUPEMENT D'EMPLOYEURS

ETTI & GEIQ



les
Geiq
la plus belle façon d'embaucher

ETTI : Corse Insertion Travail Temporaire

Mise à disposition de salariés afin de répondre aux besoins en matière de ressources humaines des établissements du secteur sanitaire et médico-social

Suivi et accompagnement personnalisé des salariés par :

- un Chargé d'Insertion Professionnelle (CIP)
- un Responsable de secteur

Zone d'intervention : Corse

Création ETTI : 2022

GEIQ Groupement d'Employeurs

Groupement d'employeur constitué d'adhérents, associations d'aide et d'accompagnement à domicile

Mise à disposition de salariés auprès de ses adhérents dans le cadre de contrats d'alternance

Zone d'intervention : Corse

Création GEIQ : 2023

ASSOCIATION CAP SOLIDAIRE



1

Transforme les contraintes en opportunités

2

Prône la professionnalisation, et oeuvre pour l'innovation sociale

3

Agit pour la dépendance ainsi que pour le bien-être au travail

4

Investit de l'humain au service de l'humain

Les enjeux de l'égalité femmes-hommes dans l'ESS

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS L'ESS

Vannina SAGET, Directrice régionale aux droits des femmes et à l'égalité



La Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDDE)

Grande cause des quinquennats du Président de la République

Isabelle ROME, ministre déléguée auprès de la Première Ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances

Trois piliers constituent la Grande cause nationale :

- 1- Éradiquer les violences (Grenelle des violences conjugales)
- 2- Développer à l'insertion professionnelle et l'autonomie économique des femmes
- 3- Promouvoir la culture de l'égalité dès le plus jeune âge (lutte contre les préjugés/ promotion de la mixité dans les métiers)



2023 : 1 nouveau plan interministériel en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes (PM 8 mars 2023)

La place des femmes

Les femmes représentent près de **51,4%** de la population globale

67 % des femmes de *15 à 64 ans* travaillent ou cherchent un emploi

3 entreprises sur 10 sont dirigées par des femmes



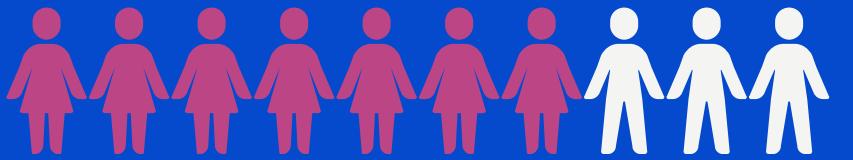
Le taux de chômage féminin est plus important sur l'île



1 133 faits de violences intrafamiliales constatés au 31 décembre 2022 (956 en 2021) sur l'ensemble du territoire

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS L'ESS EN CORSE

71% des salariées sont des femmes



soit 5 700 femmes sur 8000 salariés

29% d'hommes salariés dans l'ESS, soit 2 300 hommes

ESS, une économie non mixte !

L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES DANS L'ESS

Une gouvernance des femmes sous-représentée

45 % de femmes responsables associatives

36-39% de femmes présidentes d'associations

4-5% de femmes administratrices de coopératives

24% de femmes dans les CA des mutuelles, dont

13% de présidentes



Sources : enquête CRA-CSA 2017

“ Dans les associations
49% des femmes
salariées sont à temps
partiel. ”

“ Des enjeux de mixité plus
forts selon les secteurs.
Les femmes sont
lagement majoriaires dans
3 secteurs ”

*Action sociale
Santé humaine
Enseignement*

Des métiers considérés comme des métiers
traditionnellement féminins.



Constat

Plus on monte dans la hiérarchie, moins la part des femmes est élevée.

Un homme dans l'ESS a deux fois plus de chance qu'une femme d'être cadre.

Les femmes sont un facteur de performance c'est prouvé.

Les femmes sont très présentes dans l'action sociale.



LES ENJEUX DE LA MIXITÉ

Y a-t-il trop de femmes dans l'ESS ?

Comment attirer les hommes dans l'ESS ?

Parole à la salle



A large, abstract splash of blue and white liquid or paint, centered behind the text. It has a textured, organic shape with varying shades of blue and white, resembling a wave or a burst of energy.

FIN DE LA MATINÉE

PAUSE DEJEUNER

TABLE RONDE 1

La mobilité inclusive et solidaire, un levier pertinent pour les territoires et un élément clé pour l'insertion sociale et professionnelle

Marie Florence DABRIN, administratrice
Mob’In Corsica

Damien NATALI, Conseiller auprès de la DGA social et santé
Collectivité de Corse

Morgane PASQUALI, Coordinatrice territoriale
Association Dà Locu, tête de réseau des tiers-lieux

Virginie BAUDOUIN, Directrice Territoriale
Pôle Emploi Corse

Parole à la salle



TABLE RONDE 2

L'ESS, outil d'inclusion et de lien social au service des territoires les plus fragiles autour de la silver économie

Nathalie MAGNY, Responsable du Pôle Établissements Sociaux et Médicaux-Sociaux
Association ADMR 2B

Ségolène GALLOT-LAVALLÉE, Responsable du Développement et de la Communication
Union des Mutuelles de Corse Santé, UMCS

Joëlle CIAVAGLINI, Cheffe de projet
Association ASEPT

Gérald SIMON-JEAN, Directeur général
Association CAP Solidaire

Michel SPELLA, Directeur délégué de la stratégie et de la qualité
Agence Régionale de Santé de Corse, ARS

Marie-Thérèse NICOLI, Cheffe de mission appui à la coordination des parcours, Direction de l'autonomie
Collectivité de Corse

Parole à la salle



Merci